

18 SEPTEMBRE 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION CONJOINTE À LA PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ITALIEN

[Télécharger le .pdf](#)

Merci beaucoup Monsieur le Président du Conseil, cher Giuseppe.

Je n'ai que très peu de choses à rajouter et rien à retrancher de ce qui vient d'être dit à l'instant par le Président du Conseil. Je suis très heureux d'être ici parmi vous, très heureux d'être aujourd'hui à Rome quelques jours après la formation de votre nouveau gouvernement.

Je viens de m'entretenir à l'instant avec le Président de la République, Sergio MATTARELLA, après les entretiens que nous avons eu au printemps dernier, lors des commémorations des 500 ans de la mort de Léonard DE VINCI en France, et je suis heureux de vous retrouver ici, cher Giuseppe, à Rome dans ces responsabilités.

Ma présence aujourd'hui, c'est d'abord la volonté marquée de travailler ensemble pour la relation bilatérale et pour le projet européen, vous l'avez parfaitement rappelé. C'est aussi un message fort et clair envoyé au peuple italien d'amitié de la part du peuple français. Votre Président l'a dit il y a quelques mois, cette amitié est indestructible. Parfois nous ne sommes pas d'accord, il se peut qu'on se dispute, il se peut qu'on ne se comprenne pas mais toujours on se retrouve. Et je crois que nous en sommes là et que la volonté du peuple français est véritablement de travailler avec le peuple italien et de réussir pleinement. Vous l'avez dit Monsieur le Président à l'instant, notre souhait est de renforcer, et nous venons de l'évoquer ensemble, la coopération bilatérale et européenne et je veux revenir simplement sur quelques sujets.

Le premier évidemment c'est le sujet des migrations. Sur ce sujet je ne mésestime pas ce que depuis 2015 le peuple italien vit, ce que l'Italie a subi, et là aussi avec beaucoup parfois de malentendus, d'incompréhensions, d'injustices qui ont été vues, perçues, et qui ont suscité de la colère. Je crois très profondément, comme vous l'avez dit, que la réponse au sujet migratoire n'est pas dans le repli, la provocation nationaliste mais la construction de solutions et de coopérations européennes réelles et efficaces.

D'abord, nous vivons une situation, aujourd'hui, qui n'est plus celle de 2015 parce qu'il y a eu un très gros travail qui a été mené pour prévenir avec les États d'origine, pour mieux travailler avec beaucoup de partenaires africains, la situation que nous avons pu connaître alors. Mais ce que nous voulons faire ensemble, c'est poursuivre ce travail. Nos ministres de l'Intérieur se retrouveront dans quelques jours pour travailler sur la base de notre échange. Ils élargiront leur discussion à d'autres collègues européens, je pense en particulier à leur collègue maltais et à l'ensemble des pays de la rive Sud, et ils se retrouveront précisément à Malte, et ils poursuivront ainsi le travail que nous avons pu lancer à Paris au mois de juillet dernier, incluant aussi plusieurs organisations internationales.

Notre approche doit répondre à trois exigences auxquelles je crois pouvoir dire que nous sommes l'un et l'autre attachés. La première, c'est une exigence d'humanité. On ne peut résoudre, ce conflit, en le faisant aux dépens des vies humaines ou en acceptant des personnes bloquées en mer ou des scènes de noyade que nous avons trop souvent vécues. La deuxième, c'est la solidarité, et c'est ce qui a manqué bien trop souvent en Europe. Je l'ai dit, l'Union européenne n'a pas fait suffisamment preuve de solidarité avec les pays de première arrivée, notamment l'Italie, et la France est prête à évoluer sur ce point dans le cadre de la remise à plat des accords de Dublin. Je souhaite que nous puissions ensemble travailler à une solution nouvelle, plus forte et plus solidaire. Et puis le troisième principe, c'est celui de l'efficacité. Les désaccords politiques ont conduit à une approche qui est, au fond, très inefficace,

inefficace pour prévenir les arrivées, inefficace aussi pour gérer ce qu'on appelle les mouvements secondaires, parce qu'avec notre organisation actuelle, nous avons au fond trop de non-coopération entre les États membres, et du coup une situation où beaucoup de femmes et d'hommes qui ont pris tous les risques pour quitter leur pays se retrouvent sur la rive de l'Europe, errent de pays en pays, où les responsabilités sont renvoyées des uns aux autres et où nous sommes collectivement inefficaces à bien protéger ceux qui ont le droit à l'asile et à pouvoir renvoyer au plus vite ceux qui n'y ont pas droit.

S'agissant des sauvetages en mer et des débarquements, vous l'avez évoqué, Monsieur le Président du Conseil, je suis convaincu que nous pouvons nous mettre d'accord sur un mécanisme européen automatique de répartition de l'accueil des migrants coordonné par la Commission européenne, qui permette de garantir à l'Italie ou à Malte, avant une arrivée, que ses partenaires puissent prendre en charge rapidement toutes les personnes débarquées, et avoir une organisation beaucoup plus solidaire et efficace, comme je viens de le dire, plus largement.

Pour être justes et efficaces, il nous faut donc partout pouvoir défendre le droit d'asile, qui fait partie, bien souvent, de nos Constitutions, c'est le cas de la France, qui fait partie de nos textes les plus fondamentaux, je pense justement au texte de la Convention européenne des droits de l'homme. Et donc protéger le droit d'asile, c'est aussi nous assurer que celles et ceux qui n'y ont pas droit sont reconduits le plus rapidement possible vers leur pays d'origine. C'est notre volonté commune d'avoir, au niveau européen, une plus grande harmonisation du droit d'asile, plus de coopération et une politique plus efficace de réadmission vers les pays d'origine lorsque les cas ne relèvent pas de l'asile. Au total, je crois que nous avons aujourd'hui une fenêtre d'opportunité pour parachever, relancer sur certains points, plus fondamentalement, le travail de remise à plat sur le plan des migrations et de l'asile en Europe aujourd'hui.

La discussion que nous avons eue ces derniers jours et que nous venons d'avoir avec le Président du Conseil, comme la discussion que nous avons eue avec plusieurs de nos partenaires, en tout cas, me rend déterminé et volontariste sur ce sujet à vos côtés. Je crois, là aussi, que nous pourrions défendre une position commune avec la nouvelle Commission européenne pour que tous les pays participent, sous une forme ou une autre, à la solidarité européenne en la matière, ou bien soient pénalisés financièrement.

Le deuxième sujet extrêmement important que nous avons discuté et qui est au cœur non seulement de l'agenda bilatéral mais de l'agenda européen, c'est celui de la croissance, de la création d'emplois, du contexte macroéconomique. Le Président du Conseil l'a évoqué. Nous voyons tous les chiffres en Europe, et si aujourd'hui, la croissance se tient à peu près, elle est en deçà de ce que nous avons pu connaître parce qu'il y a les incertitudes géopolitiques, parce qu'il y a la conflictualité commerciale mondiale, parce qu'il y a un ralentissement en Chine qui pèse sur plusieurs économies de la zone euro, parce qu'il y a aussi sans doute une coordination de nos politiques économiques qui n'est plus adaptée.

Je veux, en la matière, ce soir, et le faire ici a un sens tout particulier, rendre hommage au travail de Mario DRAGHI, et tout particulièrement à ses dernières décisions. Une fois encore avec beaucoup de courage et de clairvoyance, le Président de la Banque centrale européenne a pris les décisions qui convenaient, mais il a aussi fait des déclarations qui convenaient, même si certains ne veulent pas entendre. Je le dis avec force, il a, à mes yeux, raison. La politique monétaire, depuis 2012, a fait le maximum de ce qu'elle pouvait faire pour préserver la situation européenne, éviter la déflation et nous éviter le pire. Il appartient aujourd'hui aux chefs d'État et de gouvernement de prendre leurs responsabilités en ce qui concerne leur budget propre comme en ce qui concerne les décisions que nous aurons à prendre au niveau européen, pour avoir une véritable politique de relance et de demande intérieure. Certains États membres ont des marges de manœuvre, et je salue d'ailleurs les annonces récentes à cet égard des Pays-Bas, qui ont décidé d'un plan d'investissements d'avenir dans lequel, je dois dire, je me retrouve, 50 milliards d'investissements sur les années qui viennent.

J'attends avec impatience les décisions des autres États membres, et je pense que les décisions

budgetaires que nous aurons collectivement à prendre doivent tenir compte de ce contexte macroéconomique et être au rendez-vous de l'investissement, de la relance. Nous en avons besoin parce que nous avons des défis éducatifs en matière de recherche, en matière stratégique, qui sont fondamentaux. Et je crois que nous pouvons garder le sérieux qui relève de nos traités, nous pouvons garder la politique de réformes qui relève de chaque pays, mais que nous devons conduire, et nous pouvons garder la lucidité sur le contexte macroéconomique qui est le nôtre, et refuser, en quelque sorte, que notre continent rentre dans la stagnation et plutôt s'arme pour préparer son avenir.

Nous avons évoqué, avec le Président du Conseil, plusieurs autres sujets, évidemment la politique culturelle et les coopérations culturelles entre nos pays. Nous avons des échéances à venir extrêmement importantes : l'exposition Léonard DE VINCI, les expositions RAPHAËL qui vont être l'objet d'échanges, de partenariats entre nos deux pays et qui sont au cœur, je crois, de ce regard réciproque, de cette fierté que nous portons ensemble.

Nous avons évoqué et nous allons travailler ce soir sur les sujets climatiques. Là aussi, nous croyons l'un et l'autre dans un agenda ambitieux sur le plan européen d'investissement, d'une banque climatique qui doit être au cœur du projet de la prochaine Commission, d'un prix du CO2 qui doit aussi prendre en compte ce défi et d'une stratégie neutralité carbone à l'horizon 2050, pour laquelle nous espérons finir de convaincre les derniers partenaires réticents. C'est cette même stratégie que nous allons défendre ensemble à New York lors du sommet climat, puis au moment où nous aurons à prendre nos engagements pour le Fonds vert dans les prochaines semaines.

Enfin, le Président du Conseil l'a évoqué, sur plusieurs sujets internationaux, là aussi, nous avons conjugués nos efforts et nos vues. Et je crois que le sujet de la crise libyenne, qui nous a beaucoup occupé ces dernières années, fait l'objet aujourd'hui d'une vraie convergence franco-italienne, vraie convergence parce que nous avons su travailler ensemble pour passer des messages à nos partenaires. Je veux saluer la rencontre que vous avez eue avec le Président AL-SARAJ cet après-midi, et avec une conviction pleinement partagée : l'issue ne peut être trouvée que par le compromis politique et les discussions. C'est ce que nous avons d'ailleurs porté ensemble lors du G7 de Biarritz en défendant l'idée d'une conférence internationale pour la Libye incluant toutes les parties prenantes et une conférence inter-libyenne permettant cette réconciliation de toutes les parties au sein de la Libye. Vous avez rappelé ce point à l'instant. Et à ce titre, l'initiative portée par nos deux ministres des Affaires étrangères dans quelques jours à New York, rassemblant l'ensemble de leurs homologues concernés, est, à mes yeux, la mise en œuvre très concrète de cette volonté et sera, comme vous l'avez dit, une étape importante.

Voilà sur quelques-uns des sujets importants de coopération économique, culturelle, industrielle, sur les sujets de défense dont nous allons continuer à parler dans quelques instants, sur les sujets européens, la volonté qui est la nôtre d'œuvrer ensemble. Dans quelques semaines, nous nous retrouverons autour de la table du Conseil pour parler de ces sujets et de quelques autres, et je me réjouis, Monsieur le Président du Conseil, de la perspective que vous avez ouverte d'un prochain sommet entre nos deux pays au début de l'année prochaine, qui se tiendra donc en Italie, qui nous permettra de poursuivre ce travail commun et de poursuivre aussi les travaux que nous avons lancé pour un traité du Quirinal, et donc pour parachever aussi toutes les coopérations communes entre nos deux pays. Je vous remercie.